

Rassemblements retraités CGT, FSU et LSR - Préfecture le 30 09 2014

Chers amis et camarades,

Nous sommes rassemblés aujourd'hui pour dire une fois de plus au gouvernement que les retraités en ont assez d'être maltraités.

Commencé sous l'ère Sarkozy, l'offensive contre les retraités traités de privilégiés se poursuit depuis l'arrivée de François Hollande.

Les différentes mesures Sarkozy ont conduit à une perte conséquente de pouvoir d'achat suite à des revalorisations insuffisantes des pensions, le report du 1er janvier au 1er avril de ces revalorisations, des mesures fiscales rendant imposables à l'impôt sur le revenu près de 2 millions de retraités.

Avec F. Hollande de nouvelles mesures ont amputé notre pouvoir d'achat :

- instauration de la Contribution Additionnelle de Solidarité de 0,3% (650 millions d'euros dont on ne sait pas ce qu'ils sont devenus)
- gel des pensions d'abord jusqu'au 1^{er} octobre 2014, puis avec l'arrivée de Valls blocage jusqu'en 2015 et que dire des petites pensions auquel on octroie une prime de 40€ pour solde de tout compte (une aumône). Le même Valls a demandé aux organisations gestionnaires de bloquer les pensions AGIRC et ARRCO
- imposition de la majoration des pensions pour les parents ayant élevé 3 enfants ou plus
- suppression de la demi part
- diminution de la prise en charge des dépenses de santé et augmentation des cotisations mutualistes.

Concernant la prise en charge de la perte d'autonomie, le projet de loi en discussion est loin d'être satisfaisant, mais plus est inquiétant puisqu'il prévoit un financement par une caisse alimentée par les seuls retraités et non pas par la Sécurité Sociale dans le cadre de l'assurance maladie.

Sous prétexte de sauvegarder notre protection sociale le gouvernement est en train de la liquider avec bien entendu la bénédiction du patronat (trop heureux de ne pas participer au financement).

40 milliards de cadeaux qui n'ont pas servi à l'emploi mais uniquement à engraisser les actionnaires alors que 1,8 milliards aurait suffi à satisfaire les revendications syndicales et couvrir la totalité des besoins pour couvrir les dépenses liées à la perte d'autonomie. Les actionnaires en auraient bien eu assez avec 38,2 milliards.

Cet été, beaucoup de bruit autour des mesures fiscales qui ont bénéficié à quelques uns, en oubliant de dire que 2 millions de retraités sont devenus imposables .

Toutes ces mesures vont se traduire par des augmentations de la taxe d'habitation, de la CSG, de la CASA.

Notre pension, nous l'avons mérité par nos cotisations, par une vie de travail, par notre participation à l'économie du pays.

Pour bien vivre notre retraite nous avons aussi besoin d'une présence de services publics de proximité. Dans notre département, sur ce sujet là nous constatons aussi des restrictions, des reculs avec des fermetures de bureaux de postes, des réductions du nombre de trains, des fermetures de perceptions, des diminutions d'emplois dans tous les services d'action sociale et d'aide à la personne, etc. C'est la conséquence aussi des économies de 50 milliards sur les dépenses de l'Etat.

Et que dire de la situation du système hospitalier : réduction drastique des crédits à l'hôpital de Tarbes tandis que la fermeture de la maternité et la réanimation sont programmé à l'hôpital de Lourdes. Dès le mois d'août suite au non remplacement des postes vacants il y a eu des fermetures de lits en hospitalisation de courte durée, en soins de suite et de réadaptation et en neurologie.

Les retraités en ont assez d'être maltraités. D'autres solutions existent et notamment arrêter, de subventionner les capitalistes, le patronat et les actionnaires et orienter les finances publiques vers ceux qui en ont besoin pour vivre décemment et non pour aller planquer leur fortune dans les paradis fiscaux.

Aujourd'hui plus d'une centaine de rassemblements dans tout le pays qui font suite à l'action du 3

juin pour faire avancer nos revendications.

Disons le tout net, cela ne sera pas suffisant, il faudra encore monter en puissance pour autant nous sommes sur la bonne voie.

Le 16 octobre prochain une nouvelle journée d'action intersyndicale est programmée pour la défense de la protection sociale, actifs et retraités réunis (précisions ultérieurement) ne manquons cette nouvelle occasion de faire valoir nos revendications.

Il dépend de chacun d'entre nous en mobilisant famille, amis, voisins, ceux qui absents aujourd'hui de faire une nouvelle grande journée pour le progrès social.